

FRONTS PIONNIERS ET RAVITAILLEMENT DES VILLES EN COTE D'IVOIRE

Jean-Louis CHALEARD

Géographe, MSA, mission ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan, Côte d'Ivoire

La Côte-d'Ivoire qui ne comptait que 3 % de citadins en 1940 connaît depuis plusieurs décennies une croissance urbaine spectaculaire, la part des habitants des villes dans la population totale étant passée de 15 % en 1958 à 32 % en 1975 pour atteindre le seuil des 50 % aujourd'hui. Cette urbanisation accélérée s'est traduite par une demande en produits alimentaires accrue, qui a provoqué, en dépit d'un recours non négligeable aux importations, de profondes mutations dans les campagnes et le développement d'une production destinée à nourrir les villes, les cultures vivrières apparaissant de plus en plus comme de véritables cultures marchandes.

Cette demande a été favorisée par le fait que l'alimentation, contrairement à ce qui est souvent écrit, reste encore largement fondée sur la consommation de produits nationaux : banane plantain, manioc et tubercules qui représentent bon an mal an entre 13 et 15 % des dépenses alimentaires des ménages (1) ; légumes et condiments africains, riz local plus prisé que le riz d'importation etc.

Le ravitaillement des petites villes comme celui d'Abidjan, énorme marché urbain d'environ 2 millions d'habitants, est le fait en partie des couronnes péri-urbaines. Mais il provient également de zones plus éloignées où les paysans se sont mis à dégager des surplus dans leurs propres productions alimentaires, et de régions spécialisées dans la culture de plantes vivrières pour les villes.

La région de Soubré (figure 2) dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire, et celle de Bondoukou-Bouna dans le nord-est du pays représentent deux cas d'espaces fournissant de fortes productions de vivres pour les marchés locaux et surtout pour Abidjan. Ces deux régions diffèrent par bien des points : la préfecture de Soubré appartient à la zone forestière du pays, de climat subéquatorial très humide (plus de 1 600 mm de précipitations par an) où sont développées en priorité les cultures d'exportation, café et surtout cacao. Le Nord-Est est une zone de savane, plus sèche (moins de 1 300 mm de pluies par an) où les cultures d'exportation sont quasiment absentes. Mais dans les deux cas, les agriculteurs fournissent une importante production pour nourrir les villes et des réseaux commerciaux efficaces ont été mis en place pour acheminer les produits sur Abidjan, marché fort éloigné (plus de 350 km dans les deux cas). Ceci est d'autant plus remarquable que les principaux secteurs de production vivrière correspondent à des zones pionnières mises en valeur depuis peu. C'est donc en

(1) Sources : Enquête Budget-Consommation (1979) et Enquête permanente auprès des ménages (1986).

l'espace de quelques années seulement que la production marchande et les circuits commerciaux sont apparus (2).

I. LES VENTES DE VIVRES EN ECONOMIE DE PLANTATION PIONNIERE : L'EXEMPLE DE LA REGION DE SOUBRE

La région de Soubré est une des principales zones productrice et exportatrice de produits vivriers du pays. D'après une enquête menée par la DCGTX (3), le département de Soubré figure parmi les premiers pour l'expédition de vivres, principalement de banane plantain, secondairement de manioc et de riz, en direction d'abord d'Abidjan mais aussi d'autres villes comme San Pedro.

Faiblement peuplée de Bakwe à l'ouest du Sassandra et de Bété à l'est, la région a vu, à partir des années 1960 et plus encore des années 1970, dans le cadre d'une opération de mise en valeur du Sud-Ouest, affluer des migrants d'origines variées, qui représentent aujourd'hui la majorité de la population : Dioula (4), Burkinabé, et surtout Baoulé.

Ces colons sont venus ici d'abord pour faire des plantations arbustives : cacaoyer essentiellement, caféier secondairement et depuis peu hévéa. C'est que, jusqu'à la crise de 1988-89, avant l'effondrement des prix garantis au planteur, le cacaoyer était la spéculation qui rémunérait le mieux la journée de travail, grâce à un cours relativement favorable ; en outre, l'arbuste est un marqueur de territoire et permet, dans le cadre d'une course à la terre effrénée, de se constituer un patrimoine foncier équivalent aux plantations réalisées.

Mais comme partout en Côte d'Ivoire forestière, les exploitants associent productions vivrières et plantations arbustives. La première année sur défriches forestières, ils plantent d'abord les espèces vivrières qui serviront d'ombrage aux jeunes arbustes mis en terre par la suite. D'après nos enquêtes portant sur 67 exploitations, quatre types de production sont particulièrement vendues : la banane plantain, l'igname, surtout l'igname tardive,

(2) Les enquêtes ont eu lieu lors de missions en 1985 et 1986 dans le nord-est, en 1987 et 1988 dans le sud-ouest. Reprises à partir de 1989 dans les deux régions, elles ne sont pas encore achevées. Au-delà des incertitudes liées à une recherche en cours, nous avons essayé de présenter ici quelques uns des résultats généraux qui peuvent être dégagés.

(3) Direction et Contrôle des Grands Travaux (DCGTX)(1988).

(4) On appelle Dioula dans le sud de la Côte d'Ivoire, tous les gens du nord, ivoiriens comme étrangers, musulmans, faisant souvent du commerce.

le manioc (y compris l'attiéké, sorte de semoule de manioc, dont la consommation se répand partout en Côte d'Ivoire aujourd'hui), et les légumes (gombo, piments, aubergines, tomates etc.). Viennent ensuite le riz et le maïs.

La principale plante d'ombre utilisée sur les défriches forestières est le bananier, ce qui explique que la banane plantain arrive en tête des productions vivrières expédiées sur Abidjan et San Pedro. Toutefois, si la banane plantain est la production par excellence des fronts pionniers forestiers, l'agriculture vivrière est d'abord une polyculture et, à côté de la banane, beaucoup d'autres espèces sont cultivées, par les agriculteurs eux-mêmes et surtout par les femmes qui plantent gombos, piments, tomates etc., commercialisés ensuite sur les marchés locaux. En outre, dans de nombreuses parties du département, les sols paraissent peu favorables à la banane qui ne produit correctement que la première année.

Enfin, la diversité des productions vendues est à mettre en relation avec des systèmes de production différents selon les ethnies. Les Baoulé sont les principaux vendeurs d'igname dont ils sont également gros consommateurs et qu'ils plantent systématiquement en première année sur défriche avant les cacaoyers. Les Dioula et les Burkinabé commercialisent du riz et du maïs dont ils sont consommateurs et dont ils font des champs à part, à côté des plantations arbustives. Les autochtones mettent sur le marché des quantités non négligeables de manioc et de maïs plantés en général après le riz, sur la même parcelle. Ainsi, à côté de la banane, les planteurs commercialisent une partie des surplus des denrées qu'ils consomment le plus et des productions secondaires qu'ils développent pour la vente.

Dans tous les cas cependant, et contrairement à ce qui se passe dans les régions de savane, la production vivrière joue un rôle secondaire dans les revenus de l'exploitation : l'essentiel des ventes provient du café et surtout du cacao. Toutefois, les cultures vivrières tiennent une place importante de trois points de vue. D'abord, elles fournissent aux femmes leur principale source de revenu, l'argent des cultures d'exportations allant pour l'essentiel aux chefs d'exploitations. Ensuite, elles assurent la trésorerie quotidienne, par les ventes régulières effectuées sur les marchés : l'argent des vivres permet d'acheter sel, savon et produits de tous les jours, alors que les revenus tirés du café et du cacao au moment de la traite, entre novembre et mars, immédiatement investis dans de gros achats et des dépenses somptuaires sont épuisés dès juin. Enfin, les ventes de vivres procurent l'argent nécessaire à toute une série de dépenses imprévues ou obligatoires (scolarité, funérailles...), en dehors de la période de traite. Leur fonction économique et sociale au sein de l'exploitation est donc beaucoup plus importante que ne laisse supposer une analyse superficielle des bilans comptables annuels. Avec la mévente du cacao depuis 1988-89, les ventes de vivres ont même pris une nouvelle importance, compensant en partie, chez les plus gros vendeurs, la diminution des recettes cacaoyères.

Par ailleurs, prises dans leur ensemble, les ventes de vivres ne sont pas négligeables, avoisinant les 100 000 FCFA par exploitation pour notre échantillon en 1988. Toutefois, cette

moyenne recouvre de fortes inégalités : quelques exploitants ne vendent rien alors que d'autres commercialisent pour plus de 500 000 FCFA de vivres chacun. Globalement, ce sont les Baoulé qui tirent les plus gros revenus des cultures vivrières. Ceci est à mettre en relation avec le fait que ce sont les plus grands planteurs et ceux qui défrichent les plus vastes superficies (5) : jusqu'à 3 ou 4 ha par an, pour les plus dynamiques. Mais il existe des vendeurs importants également dans les autres groupes, notamment les Dioula et surtout les Burkinabé, le principal critère étant la capacité à défricher de grandes étendues forestières. C'est pourquoi, les vendeurs les plus importants sont dans l'ensemble de gros exploitants ayant su se réserver de vastes forêts ou des nouveaux venus n'ayant pas encore entamé leur capital naturel.

Toutefois, la situation des exploitations par rapport aux voies de communication est un élément essentiel qui modifie quelque peu ce schéma.

- Les zones d'accès facile, proches de l'axe goudronné Abidjan-Gagnoa-Soubre-San Pedro, développent des productions extrêmement variées, bénéficiant des facilités d'évacuation le long de ces voies. Les freins tiennent au début de saturation foncière de ces zones qui limite l'étendue des défrichements. Mais les planteurs commencent à multiplier les champs de riz dans les bas-fonds et de maïs ou de manioc sur les jachères.

- Dans les zones pionnières récentes du sud et du sud-est du département, notamment autour de Méadji, les ventes sont fortes en tonnages mais faibles en valeur, les prix étant très bas, et les pertes dans les champs considérables. Les ponts souvent coupés en saison des pluies gênent la collecte des produits. Le niveau des prix en pleine période de production est tel que certains planteurs préfèrent laisser pourrir la production sur pied plutôt que de la récolter et la transporter jusqu'au village ou au bord de la piste.

- Les fronts pionniers en voie de saturation, ouverts parfois depuis moins de 15 ans, notamment dans l'ouest et le sud-ouest du département, voient leur production diminuer à cause du ralentissement des défrichements. Dans ces zones, la commercialisation vivrière a toujours été faible : à l'ouverture du front parce que les circuits marchands n'étaient pas encore en place, aujourd'hui parce que la production est trop faible et ces zones trop enclavées pour que les négociants se déplacent.

C'est dire si le rôle des réseaux commerciaux est essentiel dans le développement des ventes vivrières. Or, dans la région, la mise en place des circuits s'est faite remarquablement rapidement et a suivi de peu l'arrivée des producteurs, certaines vocations naissant sur place, notamment parmi les filles de planteurs, d'autres commerçants venant de régions où la production vivrière est en déclin à cause de la saturation foncière, notamment le Sud-Est. Les marchands ont suivi en

(5) La moyenne des exploitations baoulé est de 15,12 ha dans notre échantillon, contre 10,40 ha pour l'ensemble des 67 exploitations enquêtées.

quelque sorte le front pionnier agricole. Ils se sont appuyés sur la création rapide d'un réseau dense et hiérarchisé de marchés. En effet, et jusque dans les zones pionnières les plus récentes, on trouve de petits marchés hebdomadaires, nés plus ou moins spontanément dans un gros campement, ou à un carrefour. Ces lieux de transactions voient affluer les producteurs et surtout les productrices des localités alentour à la rencontre des acheteurs : autres villageois, clients de Soubré, commerçants des villes locales ou d'Abidjan et San Pedro. Ils sont le siège à la fois d'échanges locaux, voire intra-villageois, et d'un commerce plus lointain vers les grandes villes. A l'échelon supérieur, sur les axes goudronnés, de nouvelles agglomérations, parfois importantes, ont vu le jour, centres de gros et marchés de détail. Le cas de Méadji, à 50 km au sud de Soubré, est particulièrement exemplaire de ce phénomène. Inexistante il y a une quinzaine d'années, la localité est née du rassemblement de cinq villages bakwé à côté d'une scierie, EFACI, carrefour de pistes forestières, près de laquelle s'était créé un marché local. Situé au centre d'une zone pionnière grosse productrice de vivres, le marché a pris de l'ampleur, des commerçants sont venus s'installer. A partir de là s'est développée une véritable ville, qui a accédé depuis peu au rang de sous-préfecture. C'est ici que se trouvent les grossistes, surtout des femmes qui rayonnent sur la région, regroupant leur production pour l'expédier dans les grandes villes du pays.

Mais les réseaux sont moins concentrés qu'il n'y paraît. Yabayo, à 20 km au nord de Soubré, dans une zone pionnière déjà ancienne, garde encore sa vitalité, et de nombreux petits villages, le long de l'axe goudronné, sont des lieux d'échanges non négligeables.

Depuis deux ou trois ans, le réseau semble même s'être densifié et diversifié. On voit se développer deux types de circuits reposant sur une division géographique et fonctionnelle du travail. Sur place, un commerçant parcourt la brousse à la recherche des produits. Il loue une camionnette pour aller les chercher et les concentrer à Méadji, ou dans un des nombreux villages situés sur la route goudronnée. Un commerçant d'Abidjan vient chercher la production qu'il transporte pour la vendre à un grossiste ou au détail dans la métropole ivoirienne. Ce commerce est largement centré sur la banane. Mais occasionnellement les autres produits sont aussi vendus. Un voyage sur la métropole ivoirienne peut rapporter plus de 100 000 FCFA ; mais les résultats sont très aléatoires, dépendant du prix d'achat à Abidjan et de la rapidité d'écoulement du stock, la banane étant un produit très périssable. C'est pourquoi, les acheteurs sont surtout nombreux en période de moindre production, au moment où les cours sont les plus élevés ; en revanche, entre octobre et janvier, leur nombre diminue. En outre, durant cette période, les camions, utilisés pour le transport du café et du cacao (dont le négoce est plus sûr et plus rémunérateur) ne sont pas disponibles pour l'expédition de la banane.

Mais un autre commerce de moindre envergure est apparu fait de nombreux agents. Il s'est considérablement développé avec la mise en place depuis deux ou trois ans de lignes de car régulières entre Abidjan et San Pedro. Les facilités des relations

routières entre la métropole (et secondairement San Pedro) et la région ont entraîné une multiplication des échanges et du nombre des marchands. Souvent, des villageois et des abidjanais, unis par des relations de parenté, s'associent. Les citadins, originaires du village, viennent en car chercher les produits qui ont été rassemblés par des correspondants villageois. On rencontre également beaucoup de marchands occasionnels qui viennent sur les petits marchés le long de l'axe goudronné et qui chargent quelques dizaines à quelques centaines de kilogrammes de produits divers sur le toit des cars pour les revendre dans la métropole. Le bénéfice net peut paraître mince (10 000 à 20 000 FCFA pour les quelques cas que nous connaissons) ; mais il est facile de faire plusieurs voyages par semaine, l'aller-retour s'effectuant en un jour ou deux.

Cette extension et cette diversification du commerce ont eu pour conséquence un accroissement des ventes de vivres le long de l'axe goudronné, accentuant en partie les différences entre les zones ouvertes sur l'extérieur et les zones enclavées. Il est intéressant de constater que, dans un autre contexte, celui du Nord-est, on peut établir des conclusions assez proches.

II. UNE SPECIALISATION VIVRIERE MARQUEE, SURTOUT SUR FRONT PIONNIER : L'EXEMPLE DU NORD-EST

Le Nord-Est (figure 1) contrairement au Sud-Ouest, n'est pas une région d'économie de plantation, ni même une zone où les cultures d'exportation sont développées : le coton n'y était pratiquement pas cultivé jusqu'à une date récente ; il a fallu attendre le milieu des années 1980 pour que la CIDT (Compagnie ivoirienne des textiles), dans le cadre d'une opération initiée par la Banque mondiale, y vulgarise cette culture.

En revanche, le Nord-Est est une grande zone de production de denrées vivrières, notamment l'igname précoce qui fait sa réputation (6). Cette igname dite "de Bondoukou" est la plus appréciée et aussi la plus chère, sur les marchés d'Abidjan. La région est éloignée de la métropole ivoirienne, mais le prix de la marchandise lui permet de supporter les coûts de transport. A Bondoukou, et secondairement à Bouna, plus au nord, sont localisés les transporteurs dont le rôle est vital dans la commercialisation d'un produit de stockage difficile. L'aire de production principale se situe au nord de Bondoukou dans une zone peuplée de Koulango autochtones et de Lobi qui, à partir du Burkina Faso, effectuent depuis le début du siècle un lent mouvement de migration vers le sud.

A l'extrême nord, dans la région de Bouna, les Lobi sont installés depuis longtemps et sont devenus majoritaires. Plus au sud, dans la zone située entre la Kolodio et la Bineda,

(6) D'après l'étude de la DCGTX (1988), les départements de Bouna et Bondoukou sont les principaux expéditeurs d'igname sur Abidjan, après la région de Bouaké, mais qui produit surtout des ignames tardives de moindre valeur marchande.

l'administration a créé de toutes pièces dans un espace vide des villages de colonisation, pour canaliser leur migration, à partir de 1969 et jusqu'au milieu des années 1970. Au sud de la Bineda, les Lobi se sont installés dans la sous-préfecture de Nassian, territoire où les Koulango restent majoritaires, et plus à l'est, sur des terres koulango vides, au contact du pays abron.

La production d'igname précoce est d'abord le fait des Lobi. Ceux-ci cultivent, à côté de l'igname, toute une série d'autres plantes, céréales, légumes, arachide, qui font l'objet de ventes non négligeables. Mais la première spéculation par l'importance des revenus tirés de sa vente est l'igname précoce.

Il s'agit là d'un phénomène relativement récent. En effet, l'igname tient une place secondaire dans les systèmes de production traditionnels Lobi. Les denrées valorisées et consommées en priorité sont les produits sacrés dits "amer" (appelés *daka*) tel le sorgho, qui ne peuvent faire l'objet de vente que de la part des chefs de maison après observance de rites désacralisateurs. L'igname appartient à la catégorie des produits "froids" (*uye*), moins prisés mais qui peuvent être commercialisés sans restriction. Peu consommé, ne faisant l'objet d'aucun interdit susceptible d'entraver sa vente, l'igname précoce a pu devenir une grande production marchande, et, chez les jeunes un puissant moyen d'émancipation par les revenus qu'elle procure.

Les Koulango, qui s'intéressent en priorité à l'igname tardive dont ils sont grands consommateurs, sont des agriculteurs moins entreprenants. Les superficies qu'ils cultivent sont inférieures d'un tiers en moyenne à celles des Lobi. Leurs ventes de produits vivriers sont réduites.

Surtout, la place occupée par l'igname précoce dans les systèmes de production du Nord-Est ne tient pas seulement à l'inégal intérêt que leur porte autochtones koulango et immigrants lobi. Une différence zonale apparaît, fondée à la fois sur les variations des données climatiques et sur l'ancienneté de l'occupation du sol. Dans les confins septentrionaux, de climat plus sec et pénétrés plus précocement par la colonisation Lobi, les exploitants ne tirent que des revenus modestes de l'agriculture vivrière. Au contraire, au sud de Bouna, dans la zone située entre Kolodio et Bineda, et aujourd'hui, dans la partie nord du département de Bondoukou, les revenus vivriers peuvent dépasser, dans les plus grandes exploitations, un million de FCFA, 75 à 80 % des revenus provenant de la vente de l'igname (7). Ainsi, dans tel village situé sur l'axe Bondoukou-Bouna, 24 des 27 exploitants enquêtés ont vendu en 1989 de l'igname précoce, dont 3 plus de 15 tonnes, leur procurant plus de 750 000 FCFA chacun. A cela, s'ajoutent les revenus complémentaires tirés des légumes pour les femmes et

(7) Pour plus de précision sur les systèmes de production dans la zone entre Kolodio et Bineda, on se reportera aux travaux de P.S. NDAW, notamment P.S.NDAW (1989).

des céréales associées dans le système de cultures à l'igname, notamment le maïs (8).

Les Lobi plantent la première année sur défriche l'igname précoce, suivie par deux ou trois récoltes de céréales, puis dès que les rendements déclinent, ils ouvrent de nouveaux champs abandonnant à la jachère un sol épuisé. Ce système suppose que l'on possède en permanence des terres nouvelles à défricher et explique l'incessante dérive des Lobi vers le sud. Les terres de la partie nord du département de Bouna sont aujourd'hui largement épuisées par des années de culture extensive. Déjà, la zone entre Kolodio et Bineda n'est plus une aire d'accueil tant les champs deviennent éloignés des villages (parfois plus de 20 kilomètres) et l'évacuation des produits difficiles. Depuis les années 1970, les Lobi poursuivant leur marche vers le sud peuplent les savanes arborées et les forêts sèches du nord du département de Bondoukou, territoire Koulango pratiquement vierge avant leur arrivée. C'est sur ce front pionnier qu'on trouve aujourd'hui les localités commercialisant le plus d'igname et les plus gros producteurs. Et, alors que dans le nord du département ou chez les Koulango de Nassian les paysans intensifient et stabilisent leur agriculture par l'introduction du coton, ici les Lobi pratiquent toujours leur système extensif fondé sur la culture de l'igname précoce.

C'est que cette culture semble beaucoup mieux rémunérer la journée de travail que les autres, notamment le riz irrigué ou le coton qui réclament beaucoup de travail à l'hectare et l'utilisation d'intrants coûteux. Aussi, tant qu'il subsiste des terres à défricher dans la région, la dynamique lobi et la croissance de la production ne trouveront de limites que dans les entraves rencontrées par la commercialisation, et la capacité d'absorption des marchés.

Sur le front pionnier, à l'image de ce qui se passe dans le Sud-Ouest, un réseau de marchés où les producteurs et les productrices viennent vendre leurs récoltes s'est rapidement mis en place. Le cœur en est Flakiédougou, gros bourg né de sa vocation commerciale, un peu comme Méadji, à partir d'un campement peul fondé en 1974. Ici, le jeudi, jour de marché, les Lobi viennent vendre aux commerçants, en majorité des femmes, venus d'Abidjan et de Bondoukou, divers produits : céréales, légumes, igname. En outre, Flakiédougou, sert de centre de groupage aux négociants qui circulent dans les villages à la recherche d'ignames qu'ils rassemblent ici avant de l'expédier sur les villes. Toutefois, la majorité de la production vendue ne suit pas ce circuit. Les commerçants officiant dans la région sont souvent jeunes, de faible envergure et centrent plutôt leur activité sur les céréales. Le commerce de l'igname est dans l'ensemble délaissé par les grands marchands de Bondoukou qui le jugent peu rémunérateur et trop aléatoire. Ils lui préfèrent le négoce du café et du cacao dont les marges sont fixes et garanties par l'Etat, voire celui du karité et celui de l'anacarde qui répondent à des contrats passés avec de grandes maisons de commerce étrangères. Il est vrai que la vente directe

(8) D'après nos enquêtes, ces grands exploitants cultivent plus de 15 ha par an, dont 30 à 40 % environ en igname, ce qui, compte tenu des techniques purement manuelles, est considérable.

sur les marchés urbains donne des résultats inégaux puisque, avec des frais fixes identiques, le prix de vente du kilogramme d'igname à Abidjan varie couramment du simple au triple entre juillet et décembre.

Ce sont donc les Lobi qui, transposant sur le plan commercial leur dynamisme agraire, acheminent la plus forte part de la production sur les centres urbains. Ils se groupent à plusieurs, louent aux transporteurs de Bondoukou des camions et expédient leur récolte sur Abidjan, sous la conduite de l'un des leurs ou d'un jeune scolarisé qui connaît la ville et se chargera de négocier le chargement.

Toutefois, à l'intérieur de la zone, les inégalités sont grandes. Le Nord-Est souffre dans l'ensemble du mauvais état des pistes. Aussi, les localités situées sur les axes principaux reçoivent-elles plus facilement la visite des commerçants et trouvent-elles plus facilement et pour moins cher des camions à louer, que les localités enclavées, reliées par des pistes difficilement praticables aux axes goudronnés. Ainsi, les années de forte production, les paysans des villages à l'écart, n'arrivent-ils pas à vendre leur production qui pourrit dans les champs.

CONCLUSIONS

Au total, dans le Sud-Ouest comme dans le Nord-Est, il convient de souligner l'extraordinaire rapidité de réponse des producteurs à la demande urbaine lorsqu'ils y trouvent intérêt et le dynamisme dont ils sont capables de faire preuve en ces circonstances. Partout, les paysans développent une production destinée aux villes sans apporter de véritable révolution à leur systèmes de cultures, se bornant le plus souvent à dégager des surplus de leurs productions familiales.

La mise en place comme dans le Nord-Est, d'une agriculture spécialisée dans l'approvisionnement de marchés lointains répond à des prix suffisamment rémunérateurs et exige une organisation efficace des circuits commerciaux. C'est parce que l'igname est une denrée relativement chère qu'elle a pu susciter l'intérêt de paysans situés à plus de 500 kilomètres du lieu de consommation. Dans le Sud-Ouest, c'est dans le sillage de l'agriculture de plantation qu'ils développent une production alimentaire pour les villes.

Toutefois, les cultures vivrières, mis à part le riz et le maïs dont les prix sont garantis, souffrent de deux maux que ne connaissent pas (ou ne connaissaient pas jusqu'à 1988) les produits d'exportation : l'instabilité des prix payés au producteur, l'absence de garantie d'achat. Aussi, en année de forte production, comme ce fut le cas en 1986 pour l'igname précoce, les cours s'effondrent-ils et une partie de la production pourrit dans les champs. De même dans le Sud-Ouest, en pleine période de production, les cours trop bas découragent les agriculteurs qui ne récoltent pas leurs régimes de banane, les laissant pourrir sur pied.

Par ailleurs, dans les deux cas, le développement des ventes a été rendu possible par la mise en place rapide d'un système de commercialisation fondé entre autres, sur la présence de gros marchés collecteurs, nés spontanément, et dans le cas du Nord-Est de la présence ancienne de transporteurs dans les villes de la région.

Il est remarquable que ce développement vivrier se soit fait sans pratiquement aucune aide de l'Etat, dont l'intérêt a été pour l'essentiel fixé dans l'agriculture sur les cultures industrielles et d'exportation. Le rôle de l'Etat a été important, en réalité, de façon indirecte, par la mise en place d'un réseau routier relativement performant, certainement le meilleur d'Afrique. C'est grâce aux routes et à partir d'elles, que les agriculteurs ont su saisir les opportunités que leur offrait l'extension des marchés urbains, en défrichant de nouveaux secteurs et en développant leurs cultures vivrières, et que les circuits commerciaux ont été organisés. Cette évolution, née d'initiatives paysannes ou du secteur marchand "informel", est largement spontanée et doit peu à l'action de l'Etat. Elle offre pourtant des éléments de réponse à la crise que connaît le pays, à la suite de l'effondrement des cours mondiaux des matières premières agricoles, en jetant les bases d'un véritable marché national, et en permettant aux villes d'être ravitaillées comme aux paysans d'être rémunérés.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CHALEARD J.L., FECKOUA L., PELISSIER P., 1990 - Réponses paysannes à la croissance urbaine en Côte d'Ivoire septentrionale. Cahiers d'Outre-Mer, 43 (169), Janvier-mars 1990, pp. 5-24.
- CHATAIGNER J., TANO K., 1980 - L'économie de la banane plantain en Côte d'Ivoire. Abidjan, Cahiers du CIREC, n°21 : 31-102.
- DIRECTION ET CONTROLE DES GRANDS TRAVAUX, 1988 - Plan national de transport, Résultat des enquêtes routières. Abidjan, DCGTX.
- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, DIRECTION DE LA STATISTIQUE, 1984 - Enquête Budget Consommation, 1979, résultats généraux. Abidjan, 203 p. multigr.
- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, DIRECTION DE LA STATISTIQUE, 1986 - Enquête permanente auprès des ménages, 1986. Abidjan.
- NDAW P.S., 1989 - An introduction study of farming systems in the Zone Kolodio-Bineda (Bouna). African Research Services, Institute of Developing Countries, n°3, 33 p.
- RUF F., 1988 - Stratification sociale en économie de plantation. Paris, Université de Paris X-Nanterre (thèse de doctorat d'Université), 6 tomes, 920 p. + annexes.
- SAVONNET G., 1985 - Instabilité des lobi du nord-est ivoirien et développement agro-pastoral. Bouaké, CIDT, 70 p. multigr.
- SCHWARTZ A., 1989 - Du Sassandra au Cavally : une anthropologie du sous-peuplement. Paris, Université de Paris I-Sorbonne (thèse de doctorat d'Etat), 2 tomes, 736 p.

Fig - PAYS LOBI ET KOULANGO : CARTE DE LOCALISATION

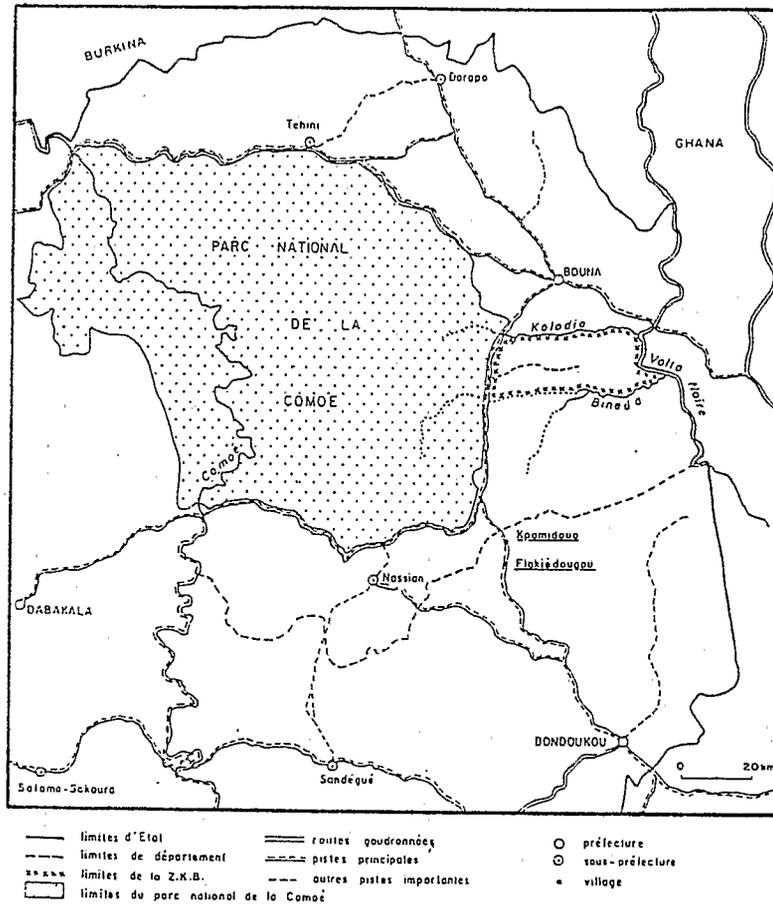
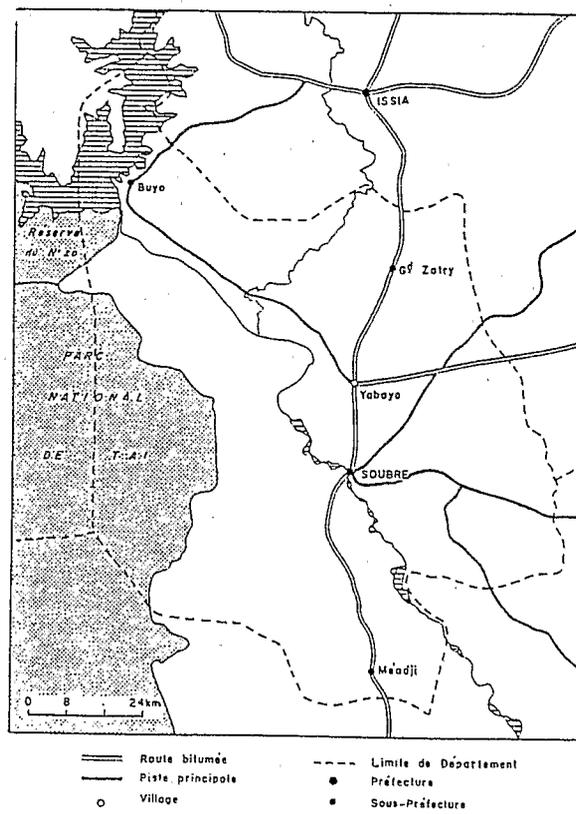


Fig. DEPARTEMENT DE SOUBRE: LOCALISATIONS



COMMENT
NOURRIR
LE MONDE ?

Les politiques alimentaires
face à la libéralisation
des économies et des échanges

Actes du colloque de Paris, 26 - 28 juin 1990

930905

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 37966 ex A

Collection BON

C O L L E C T I O N

Cole # : 20055/3.XII.91

SOLAGRAL
SOLAGRAL Collection

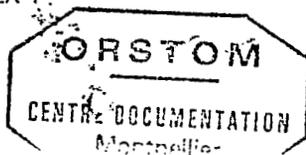
Comment nourrir le monde ?

LES POLITIQUES ALIMENTAIRES
FACE A LA LIBERALISATION DES ECONOMIES ET DES ECHANGES

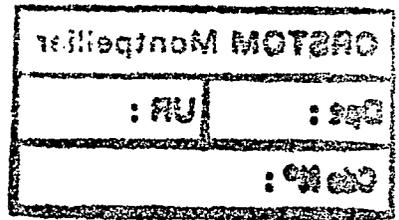
Actes du colloque de Paris, 26-28 juin 1991

Présentés par : COHEN Corinne
DELORME Hélène
MARLOIE Marcel
ROGER Claude
TEMPLE Agnès
TUBIANA Laurence

SOLAGRAL Collection
BP 5056
34033 - MONTPELLIER CEDEX 1
Tél. : 67 54 03 88
Fax : 67 54 25 27 (c/o IAM)



SOLAGRAL Secrétariat national
11, passage Penel
75018 - PARIS
Tél. : (1) 42 51 07 00
Fax : (1) 42 51 18 29



La réalisation de ces actes a été coordonnée par Corinne COHEN

Mise en page : Malika BENADALAH
Maquette de couverture : Christine BOURNE

L'édition de ce document a pu être réalisée grâce au concours
de la Commission des Communautés européennes (DG VIII)

Imprimeur : OFFSET 2000
Espace commercial Lot 49
Montpellier - Fréjorgues
34130 MAUGUIO
Tél. : 67 64 63 64

Fiche bibliographique :

SOLAGRAL. *Comment nourrir le monde ?*
Les politiques alimentaires face à la libéralisation des économies et des échanges. Actes du
colloque, Paris, 26-28 juin, 1990.
Montpellier : SOLAGRAL, 1991.- 738 p.
(SOLAGRAL Collection)

SOLAGRAL, 1991.

Reproduction autorisée avec mention expresse de la source

ISBN : 2-84034-000-3